



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

# Médiarama

Mardi 30 juillet 2013  
Numéro 390

Mediaramaliban@gmail.com

www.mediaramalb.wordpress.com

## Titres des journaux

As Safir (nationaliste arabe)

*La prorogation pour Kahwaji et Salmane... supérieure à un an?*

An Nahar (proche du 14-Mars)

*Le troisième report place les deux crises au congélateur.*

*La prorogation du commandement militaire à travers une décision qui lui évite le recours en invalidation*

Al Akhbar (quotidien libanais de gauche)

*Comment l'attentat de Bir al-Abed a-t-il été préparé?*

Al Joumhouria (propriété d'Elias Murr)

*Obama proroge le gel des avoirs de personnalités liées au Hezbollah*

Al Moustaqbal (propriété de Saad Hariri)

*L'armée égyptienne avertit les manifestants de ne pas s'approcher des sites sensibles*

L'Orient-Le Jour (proche du 14-Mars)

*Après Qousseir, Homs*

Al Watan (quotidien syrien non-étatique)

*Khaldiyé de Homs retrouve le calme. Moscou prévoit l'échec des plans occidentaux pour renverser le régime*

Al Hayat (quotidien à capitaux saoudiens)

*Le régime reprend Khaldiyé et l'opposition riposte à Damas et Alep*

## L'événement

### **Le mandat du général Jean Kahwaji prorogé de deux ans?**

Après de longues discussions entre le président de la République Michel Sleiman et le Premier ministre démissionnaire Najib Mikati, un accord semble avoir été trouvé pour proroger de deux ans le mandat du commandant en chef de l'armée, Jean Kahwaji, qui devait passer à la retraite le 14 septembre, laissant un vide à la tête de l'institution militaire.

M. Mikati plaidait en faveur d'une prorogation de six mois seulement, mais le ministre de la Défense et le commandement de l'armée se sont fermement opposés à cette option, qui n'assure pas, selon eux, la stabilité nécessaire au commandement en cette période difficile que traverse le Liban. Le général Kahwaji a expliqué son point de vue et celui du haut commandement militaire à M. Mikati, qui l'a reçu ce mardi au Grand sérail.

Le maintien du général Kahwaji et du chef d'état-major est basé sur une proposition du ministre de la Défense Fayez Ghosn, qui prévoit de repousser le passage à la retraite des officiers supérieurs conformément à l'article 55 du statut interne du ministère, d'autant que le Liban traverse des circonstances exceptionnelles.

L'article 55 prévoit la prorogation du service des militaires dans trois cas de figure: la guerre, l'état d'urgence et lorsque la troupe est chargée de préserver la sécurité. La décision de la prorogation est prise par le ministre de la Défense sur une proposition que lui fait le commandant en chef de l'armée.

La prorogation du mandat de Kahwaji jouit du soutien de l'ensemble de la classe politique, à l'exception du leader du Courant patriotique libre, le général Michel Aoun, qui a lancé hier un appel aux Libanais pour qu'ils se rangent à ses côtés dans le but «d'empêcher le démantèlement de l'État et la suppression de la patrie». Il faisait allusion au projet de prorogation du mandat de Kahwaji.

Ce déblocage intervient après de longues heures de discussions, lundi, entre le chef de l'État, le ministre de la Défense et le Premier ministre démissionnaire, qui n'étaient pas parvenus à un accord sur la durée de la prorogation et sur une formule en harmonie avec les lois, afin qu'elle ne fasse pas l'objet d'un recours en invalidation devant le Conseil constitutionnel.

La perspective du vide à la tête de l'armée avait inquiété non seulement la classe politique libanaise mais aussi la communauté internationale. Le coordinateur spécial des Nations unies pour le Liban, Derek Plumbly, s'était publiquement fait l'écho de ces craintes, appelant à sauvegarder l'Armée libanaise.

Et pour marquer l'intérêt porté par l'Onu à l'institution militaire, M. Plumbly a présidé, hier, une réunion aux côtés du général Kahwaji et du commandant de la Finul, le général Paolo Serra, au siège de l'Escwa à Beyrouth, consacrée à la concrétisation du plan quinquennal visant à moderniser l'Armée libanaise. Ce plan, d'une valeur de 1,6 milliard de dollars, avait été approuvé par le gouvernement pour renforcer l'armée au niveau de l'équipement, de l'infrastructure et de la formation.

## Al Akhbar

*Nasser Charara, journaliste libanais proche du 8-Mars*

Selon de nouvelles données sur l'enquête de l'attentat de Bir al-Abed, le 9 juillet, il apparaît que la charge explosive était composée non pas de 20 ou 30 kg, comme annoncé auparavant, mais de 130 kg. L'objectif de l'attentat était d'adresser un «message sonore» au Hezbollah. En effet, les auteurs de l'attentat ont sciemment placé la voiture piégée dans un parking et on fait en sorte que le souffle de l'explosion soit dirigé vers le bas, ce qui limite ses effets destructeurs. Mais dans le même temps, la charge était très importante pour que l'explosion fasse le plus de bruit possible. Les enquêteurs en déduisent que l'attentat a été commis par un service professionnel et non par un simple groupe, quels que soient ses capacités et ses moyens.

Les milieux sécuritaires tendent à adopter l'évaluation qu'a faite le président du Parlement de l'attentat de Bir al-Abed. M. Nabih Berry avait estimé que cet acte n'est pas un message politique mais le coup d'envoi d'un processus qui va aller crescendo. M. Berry avait déclaré: «Je suis inquiet pour la situation sécuritaire et je possède des informations qui justifient mes craintes».

Parallèlement à ces informations, des sources bien informées font état d'une décision internationale et arabe, ou plutôt émanant de certains milieux sécuritaires arabes actifs dans leurs pays respectifs, notamment en Arabie saoudite, d'occuper le Hezbollah et de le plonger dans la confusion. Ces mêmes sources évoquent un rôle de premier plan du chef des services de renseignements saoudiens, le prince Bandar Ben Sultan, dans l'exécution de ce plan.

Les sources ont démenti toute tentative de contact avec Riyad après l'attentat de Bir al-Abed, car il serait impossible d'obtenir des garanties, surtout que le processus de prise de décision dans ce pays n'est pas centralisé.

Dans ce contexte, Bandar, qui ne fait pas partie des prétendants au trône, occupe la place de l'homme fort des Etats-Unis dans le royaume. Sa mission, sur le plan interne, consiste à protéger le processus du transfert de la succession de la première génération à la deuxième. Sur le plan externe, sa tâche est de mettre à exécution l'agenda saoudien qui est étroitement lié à la CIA et aux centres de décision des institutions américaines.

Selon certaines informations, le prince Bandar aurait visité Washington, il y a 15 jours, où il a rencontré de hauts responsables de la CIA et de la Maison Blanche. Il aurait aussi eu une réunion qui n'a pas été rendu publique avec le président Barack Obama. Ce dernier aurait donné son accord à une demande saoudienne de confier au royaume l'exclusivité de la gestion des dossiers libanais et syriens, à condition que le prince Bandar en ait la responsabilité.

## Al Akhbar

Dans la nuit de samedi dernier, des hommes armés des groupes de Bilal Badr et de Haitham el-Chaabbi, considérés comme des résidus de Fatah al-Islam et de Jund el-Cham, ont pris d'assaut le quartier de Safsaf, dans le camp d'Ain el-Héloué, prenant pour cible plus particulièrement le domicile du porte-parole de Osbat al-Ansar, cheikh Abou Charif Akl. Ils ont ouvert le feu sur la maison et insulté le dignitaire religieux, lui reprochant d'avoir accepté l'invitation à un iftar organisé par le Hezbollah à son honneur et à celui du responsable de Osbat al-Ansar, Abou Tarek el-Saadi, et du chef du Mouvement islamiste jihadiste, cheikh Jamal Khattab. La mosquée de Safsaf, là où officie cheikh Akl, a été également attaquée.

Cette agression contre Osbat al-Ansar n'est pas la première du genre. Lors des affrontements contre le mouvement Fatah, ces derniers mois, le groupe de Badr faisait exprès de tirer vers les maisons des cadres et des membres de ce mouvement islamiste, y compris celle de cheikh Akl, qui avait brûlé. Des escarmouches avaient également été signalées entre des militants des deux parties ces dernières semaines.

Des sources averties estiment que ces provocations contre Osbat al-Ansar visent à entrainer ce mouvement dans des combats internes dans le cadre d'un plan des groupes extrémistes visant à prendre le contrôle du quartier de Safsaf. Les groupuscules fondamentalistes reprochent à Osbat al-Ansar et à Tarek el-Saadi sa neutralité vis-à-vis des affaires internes libanaises, son refus d'accueillir dans le camp cheikh Ahmad al-Assir et le maintien d'une relation de coopération avec le Hezbollah et l'Armée libanaise, en dépit des combats de Abra et de Qoussair.

## ILS ONT DIT...

**Nawaf Moussaoui**, député du Hezbollah

«L'Union européenne ignore les crimes commis par Israël et assume l'entière responsabilité morale de ces crimes. Ces crimes sont restés impunis et ignorés par les États qui prétendent respecter les valeurs humaines nobles et qui combattent le terrorisme, et à leur tête, les pays de l'Union européenne. La définition du terroriste n'inclut-elle pas les crimes israéliens contre le Liban et son peuple? Le massacre des civils n'est-il donc pas compris dans le terrorisme? Israël a-t-il le droit de tuer sans être condamné ou sanctionné? En accusant la résistance de terrorisme de manière injustifiée, l'UE a en outre fait preuve de décadence morale. Elle cherche à lier les mains des Libanais, les empêchant de protéger leur nation et leur peuple. La décision européenne contre la résistance prouve que les politiques suivies par les colonisateurs n'ont toujours pas changé, même si elles revêtent les valeurs des droits de l'homme.

**Walid Joublatt**, chef du Parti socialiste progressiste

«N'est-elle pas étrange cette synchronisation douteuse entre les événements intérieurs en Égypte et la transformation de la région du Sinaï en foyer de terrorisme, comme s'il y avait là une mise en application d'un accord entre les Arabes et certains en Occident afin d'élargir la bande de Gaza en direction du Sinaï et de déplacer les Palestiniens de la Cisjordanie vers cette zone plus large? S'agit-il d'une simple coïncidence? Pourquoi les résultats des enquêtes sur les opérations qui ont lieu dans le Sinaï ne sont-ils pas révélés, alors qu'une partie d'entre elles a eu lieu durant le règne du président Morsi? Pourquoi ce silence?

## Elnashra.com (Site d'information libanais indépendant)

*Maher al-Khatib, journaliste libanais indépendant*

### **Le Liban à une conférence sur les réfugiés syriens**

*Le ministre des Affaires sociales, Waël Abou Faour, a indiqué au quotidien as-Safir que le Liban participera en septembre à une conférence des pays donateurs consacrée aux réfugiés syriens, en marge de la 68e Assemblée générale de l'Onu. Il a précisé que cette conférence avait aussi pour but de faire la distinction entre les réfugiés syriens et leurs compatriotes qui travaillent au Liban. Le chef de l'Etat Michel Sleiman, qui sera accompagné de M. Abou Faour, et du ministre des Affaires étrangères Adnan Mansour, devrait participer à cette conférence.*

### **«Morsi va bien», assure catherine Ashton**

*La chef de la diplomatie de l'Union européenne Catherine Ashton a affirmé mardi au Caire que le président destitué Mohammad Morsi, gardé au secret par l'armée depuis près d'un mois, allait «bien» et avait «accès aux informations». «M. Morsi va bien» et il a «accès aux informations», a-t-elle déclaré lors d'une conférence de presse après avoir rencontré pendant deux heures l'ex-chef d'Etat islamiste sur son lieu de détention, toujours inconnu. Mme Ashton s'est refusé à donner des détails sur sa localisation.*

Les organisations palestiniennes se sont employées à suivre les détails des tentatives d'assassinats de militants islamistes appartenant au groupe de Bilal Badr dans le camp d'Aïn el-Héloué, après les révélations d'un suspect qui a avoué avoir été recruté pour commettre des meurtres. Des sources palestiniennes inscrivent ces incidents dans le cadre d'anciens différends entre ce groupe et le mouvement Fatah, qui remontent à l'assassinat d'un partisan de Badr de la famille Saadi, et qui avait provoqué de violents affrontements armés entre les deux parties. Il y a deux jours, un homme portant un pistolet a été arrêté. Il est suspecté d'avoir voulu tuer un proche de Badr. Des sources palestiniennes établissent le lien entre les informations sur ces prétendues tentatives d'assassinat et les activités de l'ancien chanteur Fadel Chaker dans la région de Taamir, à l'Intérieur du camp. Il est pratiquement certain que l'adjoint de cheikh Ahmad al-Assir est réfugié dans ce quartier, où il aurait été aperçu à plusieurs reprises, alors que les informations sur la présence d'Assir à Taamir ne sont pas confirmées. Chaker serait sous la protection de militants fondamentalistes de Jund el-Cham et de Fatah el-Islam et il passe le plus clair de son temps en compagnie d'Oussama Chéhabi. Bien que les activités de Chaker ne disposent pas d'un soutien et d'un environnement populaire favorable, ses projets d'avenir suscitent beaucoup d'interrogations. Ceci dit, les deux plus importantes formations islamistes du camp, Osbat al-Ansar et le Mouvement islamique jihadiste, assurent ne lui fournir aucune couverture politique. Mais les sources précitées expriment leurs craintes de voir Chaker influencer les groupes fondamentalistes, lesquels sont prêts à travailler pour ceux qui les financent. Or Chaker à la capacité de trouver le financement nécessaire. Et le chanteur repentini pourrait étendre ses activités à Taamir et même à l'extérieur.

## Al Joumhouria

Après le président du Parlement, Nabih Berry, le Hezbollah aurait appelé, à travers des canaux diplomatiques, l'ancien Premier ministre Saad Hariri à retourner au Liban. Le leader sunnite s'attache toutefois à sa décision de rester hors du Liban en raison de menaces sur sa propre sécurité. Saad Hariri considère en effet que le feuilleton des assassinats politiques au Liban n'est pas encore arrivé à son terme. La semaine dernière, Nabih Berry avait invité via la presse Saad Hariri à rentrer au Liban en faisant miroiter la possibilité qu'il puisse présenter sa candidature à la tête du gouvernement. L'appel de M. Berry s'était heurté à une fin de non-recevoir dans les milieux du Courant du futur, dont certains membres ont assuré que la candidature de M. Hariri n'est absolument pas envisageable pour le moment.

## Reuters (Agence de presse britannique)

Le religieux jésuite italien Paolo Dall'Oglio, qui a soutenu le soulèvement contre le président syrien Bachar el-Assad, a été enlevé lundi par des islamistes à Rakka, dans l'est du pays, a-t-on appris de sources proches de l'opposition. Le père Dall'Oglio, expulsé du pays par les autorités de Damas après avoir aidé dans un monastère du massif de l'Anti-Liban les victimes de la répression gouvernementale, a été kidnappé dans les rues de Rakka, tombée en mars dernier aux mains des jihadistes de l'Etat islamique d'Irak et du Levant, affilié à el-Qaëda. "Le père Paolo a été reçu à bras ouverts à Rakka, mais l'Etat islamique semble ne pas avoir bien accepté sa position à propos de Tel al Abiad", a déclaré Abdelrazzak Chlas, un dirigeant de l'opposition à Rakka. Le religieux a dénoncé des violences commises contre des habitants kurdes à Tel al Abiad, à la frontière avec la Turquie. Abdelrazzak Chlas a déclaré que le père Dall'Oglio avait été applaudi dimanche soir lors d'un rassemblement auquel il assistait à Rakka en solidarité avec la ville assiégée de Homs. Une vidéo le montre saluant la foule. Selon un diplomate occidental, Dall'Oglio a traversé la frontière turque pour arriver en Syrie la semaine dernière, ignorant les avertissements de son entourage qui lui déconseillait de se rendre à Rakka, où des islamistes ont capturé plusieurs personnalités du camp libéral ces dernières semaines. "Il a insisté pour y aller", a dit ce diplomate.